

L'ACTION FRANÇAISE

La France,
La France
seule...

ORGANE DU NATIONALISME INTÉGRAL

« Tout ce qui est national est nôtre. » Le Duc d'Orléans, chef de la Maison de France, descendant des traditions royales, se fut fermement décidé à travailler au redressement de la France et à lui rendre dans le monde la place que mes ancêtres avaient su lui conquérir. »

Le Comte de Paris, héritier des quarante rois qui, en mille ans, firent la France.

RÉDACTION - ADMINISTRATION

66, Rue de la République, LYON

Adr. Télégraph. : ACTIOFRAN-LYON

Téléphone : FRANKLIN 28-83

Fondateurs : HENRI VAUGEOIS et LÉON DAUDET. — Directeurs politiques : CHARLES MAURRAS et MAURICE PUJO

IL Y A DIX ANS...

STAVISKY père du front populaire

M. LÉON EMERY, qui est professeur de son état et qui, avant la guerre, était au sein de la S.F.I.O. une des lumières de la nuance Marceau Pivert, vient de publier un ouvrage : *La Troisième République*. J'espère que M. Léon Emery, dont on paraît faire très grand cas dans une certaine coterie, n'enseigne pas l'Histoire. Quand on constate les étranges libertés qu'il prend avec elle lorsqu'il écrit, on se demande ce que ce doit être quand il la raconte ou l'explique à ses élèves.

Son livre a deux cents pages. Il en faudrait bien le double pour réfuter les contre-vérités qu'il contient !

Ainsi M. Léon Emery écrit que le scandale Stavisky, dont les épisodes se déroulaient voilà dix ans, était une « affaire médiocre ».

Une affaire médiocre, cette énorme escroquerie qui n'a pu être réalisée que grâce à la complicité d'hommes politiques parmi les plus haut placés, de hauts magistrats et de hauts fonctionnaires de la police !

« Affaire médiocre », ce scandale qui a eu les plus graves répercussions sur la politique de la France !

« Affaire médiocre », cette affaire d'où est né le Front Populaire et d'où viennent par conséquent toutes les catastrophes que celui-ci a provoquées !

Que faut-il pour étonner ou troubler M. Léon Emery ?

Il a sans doute perdu la mémoire qu'en janvier 1934 ses amis de la S.F.I.O. et du Populaire ne pensaient pas qu'il s'agissait d'une « affaire médiocre ».

Il réclamaient avec véhémence le châtiement des coupables.

Il est vrai, comme nous le constatons l'autre jour, que la S.F.I.O. et son journal cessèrent brusquement cette campagne et se rangèrent subtilement du côté des partisans de l'étouffement.

Quelles étaient les causes de cette brusque volte-face ?

Avaient-ils acquis la certitude que n'étaient pas compromis dans l'affaire les adversaires politiques qu'ils souhaitaient y trouver ?

Voulaient-ils profiter des événements pour ravir aux radicaux-socialistes quelque peu désarmés, les leviers de commande ?

Où bien avaient-ils été avertis par cette Frano-Maçonnerie sous la stricte obédience de laquelle vivait le parti radical-socialiste et la S.F.I.O. et qui était leur lien ?

Celle-ci les a-t-elle convaincus de la nécessité qu'il y avait de travailler à l'étouffement afin que prévaricateurs et concussionnaires bénéficient de l'impunité la plus totale ?

Une chose est certaine, c'est que les dirigeants socialistes ont subitement découvert qu'un ténébreux complot fasciste mettait en péril les institutions républicaines et qu'ils ont convié leurs hommes à leur défense.

Dans les premiers jours de février, ils apportèrent leur appui et leurs conseils à ce Daladier que M. Emery, qui paraît regretter sa démission au lendemain de la nuit sanglante, appelle « l'inconsistant ».

Même changement brusque dans l'attitude du parti communiste qui inaugura ainsi cette série de palinodies dont les historiens futurs seront littéralement éberlés.

Ses dirigeants et ses journaux ont, durant le mois de janvier, réclamé la lumière et la justice.

Le 6 février, ses manifestants étaient place de la Concorde où, avec les Camelots du Roi, les Jeunes Patriotes, les membres de la Solidarité Française et les anciens combattants, ils criaient : « A bas les voleurs ! »

Le lendemain *L'Humanité* disait on indignation par cette manchette : *Ils ont osé tirer sur le peuple de Paris.*

Le 9, ses ordres sont arrivés de Moscou. Qui donc est intervenu auprès de Staline ? Quelles promesses lui ont été faites ?

L.-F. AUPHAN.

Tcherkassy reste le point névralgique de la bataille sur le front de l'Est

EN ITALIE, LES COMBATS CONTINUENT SANS GRANDS CHANGEMENTS

Communiqué allemand

Berlin, 31 janvier. — Au sud-ouest de Dniepropetrovsk, les Soviétiques sont passés à l'attaque avec plusieurs divisions d'infanterie, soutenues par des chars et des avions de bataille. Ils ont été repoussés et ont subi de lourdes pertes. Sur un point de pénétration une contre-attaque a été enrayerée.

Au nord-ouest de Kirovograd, de nombreuses attaques ennemies ont été dispersées. Au sud-ouest de Tcherkassy et au sud-est de Bielala-Tsarkov, les durs combats continuent contre les formations ennemies en progression. Nos formations blindées ont infligé de lourdes pertes aux bolcheviks ; au cours des combats offensifs qui se sont déroulés du 24 au 30 janvier au sud de Pogrebitch, les forces de l'armée de terre et des Waffen S.S. commandées par le général des troupes blindées Huber, efficacement soutenues par des formations de la Luftwaffe, ont taillé en pièces plus de 10 divisions d'infanterie soviétique et plusieurs corps blindés.

Dans la même période, les bolcheviks ont perdu 6.500 prisonniers et plus de 2.000 morts, 700 chars et canons d'assaut, 880 pièces d'artillerie, 340 fusils antichars, plusieurs centaines de véhicules automobiles ainsi qu'un grand nombre d'autres armes et du matériel de guerre ont été détruits ou capturés. La 1^{re} division blindée de Westphalie, commandée par le général Back et un régiment blindé lourd, commandé par le lieutenant-colonel Baake se sont particulièrement distingués dans ce secteur.

Entre le Priepet et la Bérésina, toutes les tentatives de percée soviétique ont été repoussées hier encore après de durs combats. Quelques pénétrations locales ont été verrouillées. Entre le lac Ilman et le golfe de Finlande les Soviétiques ont pu réaliser des gains de terrain dans quelques secteurs, malgré des succès défensifs de nos troupes.

Les durs combats défensifs continuent dans cette région avec une égale violence. Le sous-officier Herbert Müller, d'un détachement blindé lourd, a détruit au cours de ces combats avec son char Tigre 25 blindés soviétiques.

En Italie Méridionale de puissants forces d'infanterie et de chars onno-

mies parties de la tête de pont de Nettuno sont passées à l'attaque en direction du Nord et du Nord-Est. Simultanément sur le front sud et particulièrement dans la région de Minturno-Cassin, les attaques ennemies ont redoublé d'intensité. Comparativement à ses efforts gigantesques, les succès remportés par l'ennemi ont été minimes et ses pertes très élevées. Plusieurs pénétrations réalisées dans notre ligne principale de combat ont été résorbées grâce à des contre-attaques énergiques.

La lutte continue sur d'autres points. Plus de 900 prisonniers ont été faits par nos troupes. Des attaques aériennes sur nos aérodromes de l'Italie du Nord ont coûté à l'adversaire 18 appareils, abattus par nos chasseurs et notre D. C. A.

Le 30 janvier au matin des bombardiers américains ont pénétré jusque dans la région de Brunswick-Magdebourg. Des bombes ont été jetées provoquant des dommages en divers points et de, pertes minimes parmi la population.

Malgré des conditions de défense difficiles, 28 avions ennemis, pour la plupart des bombardiers quadrimoteurs, ont été abattus au cours de violents combats aériens.

MORT DE M. JEAN GIRAUDEUX

Paris. — M. Jean Giraudoux est décédé lundi matin à 10 h. 30 à son domicile parisien. L'éminent écrivain et auteur dramatique a succombé à une crise d'urémie.

Jean Giraudoux était né à Bellac (Haute-Vienne), le 29 octobre 1882. Ancien élève de l'École Normale Supérieure, il était licencié en lettres et diplômé d'études supérieures d'Allemagne. Il appartint aux services diplomatiques de 1912 à 1928, et fut promu inspecteur des ambassades et légations en 1929. En 1940, il occupa le poste de haut commissaire à l'Information ; son œuvre, tant littéraire que théâtrale, le place parmi les tout premiers écrivains de notre temps.

Un but : La paix.
Un moyen : Le travail

Les communistes font la loi à Alger écrit un journal anglais

Vichy. — Dans son éditorial du Radio-Journal de France de lundi, M. Philippe Henriot, étudiant la montée du communisme en Afrique du Nord, a donné un extrait révélateur d'un article du journaliste anglais Wareing, paru dans le « Daily Telegraph ». Les communistes, écrit le journaliste, font la loi à Alger.

Le parti est actuellement le plus actif des groupements représentés en Algérie et ses membres mènent les principaux mouvements de résistance dans la métropole. L'hebdomadaire communiste qui paraît à Alger a pris un réel ascendant sur les membres du comité.

C'est au point qu'un haut fonctionnaire, interrogé par moi sur les projets de son administration, avait de me répondre crut bon d'interroger par téléphone le rédacteur en chef du journal.

Voici au moins un témoignage direct et peu suspect, à poursuivre le secrétaire d'Etat à l'Information. Il établit que, non seulement le parti communiste a la haute main sur le maquis, mais qu'il mène le gouvernement, en Afrique du Nord, de telle façon que les fonctionnaires n'osent même pas répondre à une interview sans avoir demandé permission et consignés aux vrais maîtres de ce gouvernement : les communistes.

Ceux-ci ont pu, en effet, tolérer la présence aux postes de commande de gens qui ne sont pas du parti. Mais c'est une habileté et une façon de laisser prendre provisoirement des responsabilités à des gens qui demeurent sous leur surveillance.

En veut-on un exemple choisi parmi bien d'autres ? Le Comité d'Alger avait prévu un budget de 170 millions pour la propagande, mais cette propagande ne devait être que communiste. Le parti la juge trop tiède.

Il vient donc d'exiger une enquête sur l'emploi des fonds et a chargé Fernand Grenier de cette enquête. Ainsi, partout ceux qui seraient tentés de se croire libres sont-ils en permanence rappelés au juste sentiment de leur véritable autorité.

Nomination chez les dissidents

Washington. — L'ex-général Paul-Etienne Beynet, chef de la mission militaire dissidente à Washington, vient d'être nommé délégué du Comité d'Alger en Syrie et au Liban. Il devient en même temps commandant de toutes les forces françaises du Levant.

Les attentats terroristes

Clermont-Ferrand. — Quatre bandits masqués et armés de pistolets se présentèrent vendredi soir chez M. Dupuy, fermier à La Couberte. Sous la menace de leurs armes, ils l'obligèrent à leur remettre de l'argent, puis, mécontents, l'assommèrent à corps de marteau.

Deux d'entre eux fouillèrent les meubles pendant que les autres tenaient en respect les autres occupants des lieux. Mais, d'un des agresseurs ayant été reconnu, tous quatre ont pu être arrêtés quelques heures plus tard.

Ce sont trois Polonais : Osuski, Bozkowski, et Dnorak, et un Français, Gasmann, tous ouvriers mineurs aux Houillères de la Bouillie. Ils ont été dirigés sur la maison d'arrêt de Riom.

x x x

Evreux. — Samedi, à 12 h. 30, deux bandits ont abattu de cinq coups de revolver Mlle Hélène Blondel, 45 ans, marchande de volailles, de Bacquepains (Eure), et son cousin, René Lemaître, 71 ans. Dans la nuit du 30 décembre dernier, Mlle Blondel avait déjà été attaquée par des individus qui lui avaient dérobé une somme de 40.000 francs.

AU TRIBUNAL D'ÉTAT

Paris. — Le tribunal d'Etat a jugé une affaire de détournement portant sur 302 bœufs de textile commis à la mairie de Roubaix.

Les trois employés traduits devant cette haute juridiction sont des jeunes gens nés en 1920, sur lesquels la police n'a pu recueillir que d'excellents renseignements. Ils ont été néanmoins condamnés très sévèrement :

Van de Caverx, qui s'occupait de la revente, aux travaux forcés à perpétuité et à la confiscation de ses biens ; Jules Derrame, à 7 ans de travaux forcés, et Charles Crépin à 5 ans de prison.

Le marché noir dans le Nord

Lille. — Plus de 112 millions de francs d'amende, dont 72 millions à titre transactionnel ont été versés en 1943 par les trafiquants du département du Nord, à la suite de l'intervention du contrôle général économique. Il faut mentionner 60.000 journées de prison, la saisie de 16 millions de francs de marchandises, 355 fermetures temporaires d'établissements et 200 internements administratifs.

LA POLITIQUE

Par Charles MAURRAS

I. — Menaces juives.

Le rôle joué par la Juiverie des deux mondes entre Moscou, Londres et New-York doit être observé de plus près que jamais.

C'est à elle que remonte une grande part de la responsabilité de la guerre.

C'est par elle que tient la paradoxale alliance de l'Amérique, de l'Angleterre et des Soviétiques.

C'est par la Juiverie encore que, un beau jour, la guerre renaitra, cette troisième guerre mondiale dont parle la *Revue Universelle*, puisque ce qui servait de colle et de ciment sera devenu l'agent de désorganisation révolutionnaire et ferment diviseur entre les vainqueurs éventuels.

Et, en attendant cette victoire-là, le rôle algérien de la Juiverie, son rôle métropolitain, l'obscur intrigue par laquelle elle s'efforce d'attirer sur la France le poids des armées « alliées » et de la convertir en un immense champ de bataille. — l'état d'esprit « gaulliste » qu'elle a créé étant susceptible de faire croire aux alliés qu'ils trouveront appui et renfort en territoire français — car les « alliés » n'ont aucun intérêt militaire à débarquer chez nous — toutes ces manœuvres juives doivent être suivies, surveillées, déjouées sans pitié, sans quoi nous allons à des dévastations et à des massacres supérieurs à ce qui s'est vu en 1940.

Tout dépend de la vigilance des citoyens et de la fermeté avec laquelle ils sauront dénoncer ce qu'ils en surprennent et sauront en poursuivre le châtiement régulier, sinon prompt.

— Mais, disent-ils, on nous menace.
— Eh ! menacez aussi, ce sera dent pour dent. Entourez-vous d'hommes déterminés capables de vous protéger et, au besoin, de vous venger.

Des groupements français, rien que français, obligeant les pouvoirs publics à agir, les informant et les pressant, seraient également utiles et nécessaires contre la pieuvre juive qui fait sentir sa présence partout.

Un petit fait concret anecdotique, permet parfois d'en saisir et d'en comprendre d'autres.

Nous avons sous les yeux un vieux nu-

mero de ce *Droit de Cité*, organe de la « Ligue internationale contre l'antisémitisme » (la L. I. C. A.) que fonda le juif Lekah, dit Bernard Lecache, — un numéro d'avril 1939 où grouillent toutes sortes de menaces et de menées bellicistes que masquent (plutôt mal) les jargons humanitaires internationaux de la paix... Quelqu'un qui le lit avec nous voudrait avoir des nouvelles d'un certain Roger Worms, millionnaire et Front populaire, qui palabrait parmi les orateurs du Conseil national extraordinaire de cette Ligue, dont rend compte ce numéro...

La spécialité de ce Roger Worms consistait à réclamer que l'on bourrait tous les villages français insuffisamment peuplés, avec la fine fleur des ghettos du centre européen. Ses proches ne se contentaient pas de travailler à noyauter la population du pays. On y trouvait des personnes qui se faufilaient dans des parages où leur place n'était ni désirable, ni marquée.

L'une d'elles, extra-élégante, s'était adressée, me dit-on, à la « Bouée », cette œuvre si utile qui s'occupe de placer les jeunes filles de bonne éducation. La dame en question voulait choisir une jeune fille de bonne famille comme « nurse » pour ses enfants...

Elle reçut de manière si inconvenante et odieuse les pauvres jeunes filles qui se fourvoyèrent chez elle, que « la Bouée » finit par refuser de lui en envoyer aucune autre :

— De parvenus plus insolents que ces gens-là, il n'y en avait pas.

On serait curieux de savoir si la noble famille est dans un camp de concentration, ou en Angleterre, ou en Amérique, ou en Afrique, — ou si par hasard, elle a gardé le droit d'épanouir ses beaux restes de prospérité dans quelque coin, favorisé ou non, de notre Côte d'Azur ? Dans la plupart des cas, la voilà hors d'atteinte et de portée, sauf en un seul, celui que nous mentionnons en dernier lieu : si la tribu nomade était restée en France, il faudrait faire cesser à tout prix une hospitalité scandaleuse et une tolérance qui touche à la folie.

Nous disons plusieurs fois par semaine que la meilleure manière de répondre aux menaces des terroristes est de leur imposer un légitime contre-terreur. L'axiome

est applicable aux violences de parole et d'attitude dont se rendent coupables les hordes juives : le talion.

II. — Le Barrès des Tharaud

On a vu quel grand air de réalité, souvent de haute vérité, ont présenté à la *Revue Universelle* les souvenirs des frères Tharaud sur ce Barrès dont ils ont été longtemps les secrétaires. En en donnant ici d'amples extraits un point a été réservé : l'évolution religieuse de Maurice Barrès me paraît avoir été beaucoup plus « poussée » que ne le pensent les Tharaud ; nous faisons plus qu'eux état du mystère dont se couvrait le grand écrivain en cette matière si personnelle.

Et puis, comme il est naturel, c'est d'un Barrès plus jeune que nous avons surtout mémoire.

Mais nous reconnaissons fort bien un Barrès de tous les temps dans ces lignes sur ses premières relations avec Joseph Bédier :

Causant avec Bédier, quand j'étais encore à l'École, je fus assez surpris de voir qu'il connaissait la littérature de Barrès ; mais j'en compris la raison quand il me fit remarquer que les romans du Culte du Moi, et leurs abstractions personnifiées étaient des œuvres symbolistes et même les seuls romans symbolistes qu'on eût écrits depuis Jean de Meung et le Roman de la Rose.

Je rapportai ce propos à Barrès qui n'avait que l'idée la plus vague de Jean de Meung, mais se montra fort satisfait d'entrer dans un si vieux bouquet avec les fleurs de la saison.

On ne peut dire plus élégamment la chose. Cependant, si Barrès ignorait sans doute Jean de Meung, ignorait-il tellement son propre symbolisme ? N'en connaissait-il pas les origines philosophiques et littéraires ? Telle note sur la *Vita nuova* de Dante, qui est au seul de son premier livre *Sous l'œil des Barbares* suffirait à montrer qu'il en était très conscient et savait à quelle tradition de haute humanité accrocher sa Bérénice, son Amaryllis ou son Athéné. Joseph Bédier faisait preuve d'un discernement

critique exact et très sûr en rattachant ces Entités, ces Vertus, ces Passions personnifiées, en Dames de chansons et d'enluminures à l'esprit général de la poésie médiévale. Mais nos symbolistes de 1890 n'étaient pas non plus sans connaître le sens des mots qu'ils employaient. Plusieurs d'entre eux étaient des hommes fort intelligents, parfois érudits (comme Moréas), qui platonisaient à bon escient. Ils savaient ce qu'ils faisaient. Qu'on relise le *Pèlerin Passionné*, *Chêne*. On ne peut détacher Barrès de cet ensemble. La suprême incarnation de ce mouvement très étendu et profond n'est pas très loin du fauteuil où je vous vois, assis, Jérôme Tharaud ; elle a nom Paul Valéry. Je crains que l'Université n'ait imposé ici une petite tige à votre œil si ouvert ! Je vous renvoie encore un coup, aux poètes de 1885 à 1900, en vous recommandant de ne pas vous laisser esbrouffer par le parnassisme et le faux philosphisme de Mallarmé, qui n'est qu'un diapreux et charmarreux livré à l'initiative du mot.

Par exemple, il faut transcrire toute la relation très juste et très émouvante des contacts postérieurs de Joseph Bédier et de Maurice Barrès tels que nous les racontent les Tharaud :

Plus tard, les circonstances devaient rapprocher l'un de l'autre ces esprits qu'au premier regard on pouvait croire si différents.

Pendant la guerre, Barrès avait demandé qu'on lui fournit des documents sur l'héroïsme de nos soldats. Le Grand Quartier le mit en relations avec Joseph Bédier qui occupait un poste d'information dans les services du ministère de la guerre et s'occupait alors d'écrire ces admirables articles qui parurent dans la Revue des Deux Mondes, et qui parurent ensuite sous ce titre : *L'Effort français*. A partir de ce jour, s'engagea entre les deux hommes une conversation qui dura tout le long de la guerre, et dont on connaît fort bien l'objet par les billets où Barrès demandait un rendez-vous à Bédier en ajoutant, d'une façon rapide, ce qu'il attendait de lui.

Ce qu'il en attendait, c'étaient des documents, des textes qui lui permettraient de montrer qu'un Français d'aujourd'hui avait le même humeur, le même esprit dans le courage que nos Français de Joinville ou de Froissart. Et Bédier n'était jamais à court. Sans être un très grand clerc, il ne serait pas malaisé de découvrir dans la Chronique de la Grande Guerre ce que Barrès doit à l'auteur des Légendes épiques. Chacun de ses billets témoigne de sa reconnaissance, et, le jour de l'armistice, il écrivait à son ami ce billet : « En souvenir de notre amitié des jours d'angoisse, ce jour du salut et de la victoire, je vous envoie, pour Madame Bédier, pour vos fils et pour vous, ma pensée de profond bonheur qui s'associe à votre bonheur. »

Bien qu'on puisse s'en étonner d'abord, il

y avait de grandes affinités entre Barrès et Bédier. Chez l'un et chez l'autre, même amour de la France, de ses traditions de son passé ; même désir de servir, même sentiment de l'honneur, même susceptibilité aussi ; même méfiance de la foule ; même confiance dans l'individu ; même respect de l'ordre, des conventions sociales, des institutions établies, et même intransigeance sur les devoirs qu'impose la situation qu'on occupe. Même horreur des irrégularités, des faux génies ; même absence de tout snobisme, même simplicité, je dirais même austérité ; même dédain du divertissement, des plaisirs, du voyage pour le voyage ; même horreur du temps perdu, même application à leur besogne, et dans le travail même patience, même sérénité ; même attrait pour les promenades en compagnie d'un ami, ou les idées qu'on a laissées derrière soi, à sa table, prennent un visage nouveau ; même limitation de leur curiosité, et même besoin que le sujet de leurs études eût un vaste horizon ; même forme de génie, qui demande, pour se manifester, un objet extérieur à lui, que leur sensibilité pénètre et d'où leur imagination s'élançait. Enfin, pour les rapprocher l'un de l'autre, leurs enfants à l'armée.

Quiconque a entrevu Joseph Bédier, qui a connu Barrès, ne peut que se sentir remué par cette vive et belle page.

III. — Un ministre de Roi

SUITE

Voici le poulet de Colbert à Monsieur son fils, pris en flagrant délit de « barbouillage », tel que l'a transcrit Pierre Gaxotte dans *La Revue des Deux Mondes* :

« Le Roi a admiré le barbouillage du plan que tu m'as envoyé et Sa Majesté a dit que cette saleté sentait bien son écuyer... Si tu veux bien faire, il faut tous les jours te lever entre cinq et six heures du matin, aller visiter aussitôt tous les ateliers, voir si les maîtres des ouvrages y sont, compter le nombre de leurs ouvriers et voir s'ils sont bons, employer deux heures à cette visite, entendre tous les ouvriers, voir ce dont ils ont besoin, leur faire donner sur-le-champ, et ensuite, aller dans ton cabinet travailler deux ou trois heures à revoir tous les mémoires de tout ce qu'il y a à faire, donner ordre à tout, voir, vérifier, régler les prix et arrêter les parties. Après le dîner, il faut encore faire une autre visite, voir les ouvrages, compter de même les ouvriers. Le soir, voir tous les plans, y faire travailler, revoir les portefeuilles et les mettre dans l'état que je t'ai dit... Si cela continue encore une semaine, j'y remédierai... je congédierai les chevaux, ton carrosse et les valets et tu l'apercevras alors de la différence qu'il y a entre un homme qui fait son devoir et celui qui ne le fait point... Je formais quelque espérance sur toi et je t'avais dit

mes pensées, mais à présent je te vois prêt à tomber à l'abîme... Je te dis que tu es un homme perdu. »

Pour l'empêcher de se perdre, il le battait.

Fallait-il lui laisser gâcher le métier et se gâcher lui-même ? Le grand Colbert ne le pensait pas.

Son autre fils, futur « ministre de la Marine », était mené « plus serré encore » :

Un quart d'heure de retard au bureau, un rapport mal rédigé, une lettre écrite trop vite valait à Seignelay de terribles reproches. « Ceci est parfaitement galopé en mauvais scribe et non en maître qui veut en faire son profit. Ce que je vous demande se peut faire par l'homme le plus incommode et quelque indisposition que j'ai eue, j'en ai toujours fait beaucoup davantage. » Enfin, ce grief suprême : « C'est une chose bien extraordinaire que vous n'avez point encore appris à lier un cahier de papier... »

Les instructions de Colbert à ce fils obéissant sont dignes de celles du Maître au grand dauphin :

« Il doit bien penser et faire souvent réflexion, sur ce que sa naissance l'aurait fait être si Dieu n'avait pas bini mon travail et si ce travail n'avait pas été extrême... Il est impossible de s'avancer dans les bonnes grâces d'un prince laborieux et appliqué si l'on n'est soi-même laborieux et appliqué. Mais comme rien n'est plus important pour lui que de faire connaître du Roi, il s'informera de tout avec prudence et retenue. Il repassera de temps en temps l'étude du droit et des ordonnances pour les avoir toujours présentes à la mémoire ; il creusera sans cesse les matières de son département, connaîtra par leurs noms tous ceux qui dépendent de lui, saura où ils sont, ce qu'ils font et ce qu'ils valent.

Suivent douze grandes pages où reviennent à chaque paragraphe, les mots de soin, d'exactitude, de diligence, de fidélité, de travail. « Lorsque par son assiduité il pourra lui-même prendre les ordres du Roi, il doit observer religieusement pendant toute sa vie, cette maxime de ne jamais rien expédier sans qu'il n'ait pris l'ordre de Sa Majesté. » A l'égard des courtisans, il se montrera honnête, civil, obligé sans tomber dans aucun des inconvénients de jeu extraordinaire d'amourettes et d'autres fautes qui flétrissent un homme pour toute sa vie... »

A suivre.

Charles MAURRAS.

ABONNEZ-VOUS à

La Revue Universelle

Adresse : Boîte postale n° 244 à Vichy
C. O. P. : Clermont - Ferrand 329-09

Pour apprendre une profession agricole

Paris. — Les jeunes gens de 14 à 16 ans désirant faire un apprentissage méthodique et complet d'une profession agricole en vue de devenir des travailleurs spécialisés :

Charreiers, bouviers, horticulteurs, arboriculteurs, vachers, bergers, etc., peuvent se faire inscrire au ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, 72, rue de Varenne, direction des services professionnels et sociaux, 3^e bureau. Les conditions de séjour dans les divers centres d'apprentissage sont très modiques et la gratuité peut être accordée dans les cas où la situation de famille des enfants le nécessite.

La durée de l'apprentissage est, en général, de trois ans. Les jeunes gens ayant, en fin d'apprentissage, satisfait à des épreuves théoriques et pratiques, reçoivent un diplôme de fin d'apprentissage mentionnant la spécialité qu'ils ont acquise. Leur placement est assuré.

L'embauche dans les mines

Paris. — Le ministère de la production industrielle et des communications fait savoir :

Les jeunes gens de tout âge et notamment ceux appartenant aux classes astreintes au service du travail obligatoire ont été informés au début de novembre par des communiqués dans la presse et à la radio que le gouvernement leur garantissait, s'ils s'embauchent pour le travail du fond dans les mines de charbon, qu'ils étaient libérés de toute autre obligation vis-à-vis du service du travail obligatoire et par conséquent assurés de ne recevoir aucune mutation ni pour l'Allemagne ni pour d'autres travaux en France. Aucune date limite n'a encore été fixée à ces embauchages.

LOTTERIE NATIONALE

tirage tous les Jedis

ABONNEZ-VOUS à

La Revue Universelle

Adresse : Boîte postale n° 244 à Vichy
C. O. P. : Clermont - Ferrand 329-09

Quintonine

Visa 846-P-2821

TOUSSEURS, DÉCIDEZ DE NE PLUS TOUSSER

Vous en avez assez de secouer votre poitrine, d'être réveillé la nuit, de cracher, de mal respirer. Le Pulmoil qui est un calmant de la toux, un antiseptique des bronches, un expectorant, vous apportera un profond soulagement. Il agit efficacement et il agit vite. Essayez-le. Demandez à votre pharmacien des Comprimés Pulmoil, faciles à prendre dehors comme chez soi. 15 fr. la boîte. Visa 846. P. 8012.

PETITES ANNONCES

20 fr. la ligne. Paiement en passant l'ordre au Service Publicité A. F. 66, rue République, Lyon. Aucune déduction des réponses au journal.

PROPRIETES ET IMMEUBLES

TARN-ET-GARONNE: Domaine 40 ha seul tènement, dont 7 ha prés. 1 ha vigne vin rouge, 13 ha terres labourables en bois bon à couper (charpente, chauffage et menuiserie, coupe estimée 500.000 fr. env.), 2 maisons, 1 de 3 pièces et 1 de 5 pièces, sur caves, tournelle, grange (10 bêtes à cornes), écurie (2 chevaux), bergerie (40 moutons), fournil, remise-garage : tous bâtiments en bon état, cheptels vif et mort, eau, électricité, à 1.200 m. village. Ravitaillement assuré. Libre vente. E. MARECHAL, expert, Fréjus (Var).

A vend. près Bourg, bel. Pt. mais. mat., 18 p., parc, ferme, 40 ha., 2.800.000. Perrotte, 20, rue République, Lyon.

A vend. Vichy très bel imm. Const. 1^{er} ord., à usage hôtel, 78 chamb., beau mobil. actuel, réquis. Rap. 180.000 Px 4.500.000. bel. aff. Perrotte, 20, r. République, Lyon.

Rég. CAHORS (Lot)

Ppté 13 hect. céréales, prés et bois. Mais. 5 p. et dépend. Eau. Electr. 150.000 fr. CARNUS, 11, rue Blanqui, Nice.

ACHETEURS ET VENDEURS de tous immeubles, domaines et propriétés, consultez en confiance

OGIER AMIGUES — LYON — Fermes, Villas, Châteaux

Avons demandés toutes régions cep. 400.000 jusqu'à 10 millions. P. off. s. Mais. fond. 1850, spéc. PERROTTE 20, République, Lyon

Le Gérant : L. GONNET
Imprimerie spéciale de « L'ACTION FRANÇAISE »
26 rue Bellecordière, Lyon

IL Y A DIX ANS...

STAVISKY père du Front populaire

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Les dirigeants communistes changeant de tactique. Ils convoquent leurs adhérents à une grande démonstration au cours de laquelle ils font hurler à ceux-ci des cris de mort contre ceux-là même avec qui ils avaient manifesté trois jours auparavant.

Le 12, la C. G. T. organise une journée de grève générale pour protester contre la tentative de coup d'Etat fasciste du 6 février. Les mêmes dirigeants communistes qui, depuis des années et des années, mènent contre elle un âpre combat, donnent à leurs adhérents l'ordre de la suivre.

A la commission d'enquête sur les responsabilités des événements du 6 février, les représentants du parti communiste collaborent avec les socialistes et les radicaux de la commission à la campagne de calomnies contre ceux qui étaient tombés ou qui avaient été blessés pour que la France vive dans l'honneur et la prospérité.

A la commission d'enquête sur les responsabilités encourues dans l'affaire Stavisky, ils blanchiront et dédouaneront les radicaux concussionnaires. Ils les présenteront à leurs troupes comme d'innocentes victimes de la méchanceté des factieux.

Et leurs troupes marcheront si bien que le 14 juillet 1935, où sera prêté le fameux serment du Front populaire, on les verra porter en triomphe les mêmes politiciens que dix-sept mois auparavant, le 6 février, elles traitaient de voleurs et d'assassins.

Le 25 janvier 1936, le scandale s'étant achevé par la condamnation dérisoire de dix-neuf boucs émissaires, les radicaux-socialistes dédouanés reprennent le pouvoir. Albert Sarraut constitue le centième cabinet de la Troisième République. Paul-Boncour et Camille Chautemps, avec Jean Zay et Guernut, dont on paie la besogne d'étouffement à la commission Stavisky, en sont les ornements.

C'est en fait le premier gouvernement de Front populaire. Pour la première fois les députés communistes votent la confiance au gouvernement.

Celui-ci leur manifesterà sa gratitude pour ce vote, et aussi et surtout pour l'aide apportée dans l'étouffement et la liquidation du scandale, en ratifiant ce pacte franco-soviétique auquel tenait tant leur maître Staline.

Nous savons où tout cela nous a conduits. Vous parlez d'une « affaire médiocre » !

L.-F. AUPHAN.

Entre le 20 février et le 20 juin LES CARTES D'ALIMENTATION SERONT RENOUELEES

Les cartes individuelles d'alimentation délivrées aux consommateurs vont être soumises au renouvellement. C'est ainsi qu'à une date qui se situera entre le 20 février et le 20 juin prochain et sera déterminée pour chaque département par arrêté préfectoral, les consommateurs sont invités à remplir une fiche de demande de renouvellement de carte.

Cette demande dûment remplie sera remise à la mairie ou au centre de distribution habituel.

En échange de cette fiche de demande et de l'ancienne carte individuelle d'alimentation, une nouvelle carte sera délivrée sur présentation d'une pièce d'identité. Si le consommateur ne présente pas lui-même sa fiche de demande, son représentant devra également justifier de sa propre identité au moyen d'une pièce officielle.

LA MENDIANTE ETAIT RICHE

Moutiers. — Une mendiante couverte de haillons, nommée Clémence Gumery, qui sollicitait la charité dans les rues de Moutiers, ainsi qu'à la porte des églises, a été trouvée morte de congestion dans une écurie. On a découvert en sa possession une somme de 30.000 francs. Elle avait également des propriétés à Aiguebanche. Durant sa vie, cette femme avait été arrêtée très souvent pour mendicité.

CHRONIQUE MONDAINE

Naissances

Marie-Thérèse, Paule, Jacques et Michel Tailhardat ont la joie de faire part de la naissance de leur frère Pierre. Lyon, 24 janvier 1944. Nos vœux de bonheur au nouveau-né et nos félicitations aux parents, nos amis M. et Mme Albert Tailhardat.

Deuils

Nous recevons la note suivante : « Le Cercle Lugdunum apprend avec tristesse le décès de Madame Beillon, mère de son vice-président. Le président, le secrétaire général et tous les membres de Lugdunum s'associent à la douleur de M. et Mme Jacques Beillon et les assurent de leur très sincère sympathie. »

L'Action Française s'associe de tout cœur aux sentiments du Cercle Lugdunum et prie M. et Mme Jacques Beillon de trouver ici ses condoléances émues dans leur deuil cruel.

Funérailles mardi 1^{er} février, à 11 heures, à la Rédemption.

— Notre ancien collaborateur et ami Jacques Durand et Mme nous font part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de leur fille Colette, pieusement décédée dans sa 13^e année.

« L'Action Française » prie M. et Mme Jacques Durand de croire à sa vive sympathie.

EN FRANCE ET DANS LE MONDE

L'ÉVACUATION DU LITTORAL MÉDITERRANÉEN

Mende. — Mgr Auvity, évêque de Mende, a fait savoir à son clergé que le département de la Lozère a été désigné pour recevoir les évacués de la région de Marseille. A cette occasion, il a insisté auprès des curés de son diocèse afin qu'ils provoquent dans les familles un grand effort de solidarité en faveur des évacués de la région marseillaise.

Rodez. — Dans une lettre aux maires de son département, le préfet de l'Aveyron vient d'aviser ceux-ci que leurs communes allaient recevoir, à bref délai, plusieurs milliers d'évacués du département de l'Hérault.

x x x

Lyon. — Une affaire curieuse est venue lundi devant les assises du Rhône où comparait un jeune homme de 18 ans, Robert Barbe. Ce dernier, en 1932, avait résolu de se marier mais comme il n'avait pas alors l'âge légal, il ne lui était pas possible de le faire régulièrement.

Résolu à fonder un foyer malgré tout, Barbe modifia son extrait de naissance et porta la date de 1923 à la place de 1925, régulièrement inscrite à la mairie. Grâce à ce faux, il parvint à faire établir toutes les pièces nécessaires. Les faux et usage de faux en écritures authentiques et publiques sont justiciables de la cour d'assises. Barbe, dont le père a été reconnu civilement responsable, a été condamné à 2 ans de prison avec sursis et à 1.200 francs d'amende.

Berne. — Cinq hommes ont été enlevés au cours d'une avalanche qui s'est produite à Cleuzon, dans le canton du Valais. Trois cadavres ont déjà été retrouvés et on ne conserve aucun espoir de sauver les manquants.

Buenos-Aires. — Aux termes d'un décret pris par le gouvernement argentin, les relations radiotéléphoniques entre l'Argentine et les puissances de l'Axe sont suspendues. La date d'entrée en vigueur de ce décret n'a pas encore été fixée.

Burnley. — A la suite d'un différend portant sur une question de salaires, 1.500 mineurs se sont mis en grève dans la région de Burnley.

Lisbonne. — Les Portugais vont avoir, à leur tour, la carte de tabac. Chaque fumeur aura droit à vingt cigarettes par jour.

Londres. — Le gouvernement continue à refuser l'augmentation des prix de vente des denrées agricoles réclamées par les agriculteurs anglais. Le conflit qui l'oppose aux paysans s'est encore aggravé ces jours-ci et les milieux politiques londoniens estiment qu'il pourrait amener la démission du ministre de l'Agriculture.

Rome. — Par ordre du gouverneur de Rome, tous les véhicules automobiles seront réquisitionnés en vue d'assurer le ravitaillement de la population civile.

Tokio. — Le quartier général impérial annonce que les unités navales japonaises ont intercepté de puissantes unités ennemies dans la zone des îles Marshall. Depuis le 30 janvier, des combats sont en cours.

Autour de la guerre

M. SAMUEL HOARE S'EST ENTRETENU AVEC LE GÉNÉRAL FRANCO

Londres. — On croit savoir que M. Eden, ministre des Affaires étrangères britannique, ferait une déclaration, à la prochaine séance de la Chambre des Communes, sur l'attitude du gouvernement britannique à l'égard de l'Espagne. On pense généralement que M. Eden fera allusion à la décision du gouvernement américain de suspendre les fournitures de pétrole au gouvernement du général Franco.

Sir Samuel Hoare, ambassadeur de Grande-Bretagne à Madrid, a eu, au cours de la semaine dernière, un entretien avec le général Franco. Les questions pendantes entre l'Espagne et la Grande-Bretagne auraient été discutées. On ne possède encore aucune information quant au résultat de ces conversations.

Le duc d'Albe, ambassadeur d'Espagne à Londres, est arrivé à Madrid ce lundi par la voie des airs.

RÉVÉLATIONS SUR L'ARMISTICE ITALIEN

Rome. — Une déposition écrite du général Carracchio, ex-commandant en chef de la 5^e armée italienne dont le procès s'ouvrira prochainement devant le tribunal spécial pour la défense de l'Etat, confère une actualité singulière au passage du discours de M. Mussolini relatif à la pulvérisation des forces militaires italiennes au moment de l'armistice du 8 septembre.

Ce document rédigé par l'inculpé lui-même révèle que le général Carracchio disposait à la date du 15 juillet 1943 d'une armée de 500.000 hommes dotée d'un important matériel et qu'il avait sous ses ordres une trentaine de généraux. Il contrôlait un territoire allant de La Spezia au Garigliano et englobant la Corse et la Sardaigne.

Or, de l'aveu même du général Carracchio, cette armée ne comprenait plus au début de septembre qu'un seul officier. Quelques jours plus tard il ne restait plus en dehors du général qu'un seul et unique soldat.

LES GOUVERNEMENTS ÉMIGRÉS ET LES SOVIETS

Berlin. — Dans les milieux politiques, on a accueilli avec intérêt les rumeurs selon lesquelles le gouvernement émigré du roi Pierre aurait proposé à Moscou la signature d'un pacte d'alliance.

Ces rumeurs sont d'autant plus intéressantes, précise-t-on, que comme l'a annoncé l'Agence Reuter, Staline aurait manifesté sa volonté de ne pas entrer en contact avec ce gouvernement. Ainsi, Moscou semblerait avoir adopté à l'égard de ce dernier la même politique qu'à l'égard du gouvernement polonais émigré à Londres.

LA TENSION ENTRE L'ESPAGNE ET LES ALLIÉS

Londres. — On annonce que la décision du gouvernement des Etats-Unis de suspendre, à partir de février, les exportations de pétrole à destination de l'Espagne, a été prise en plein accord avec le gouvernement britannique. Les raisons invoquées pour justifier cette décision sont les difficultés de plus en plus grandes éprouvées par les « Alliés » à ravitailler les pays neutres en marchandises de première nécessité.